



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC**

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet IPS - Set-Aside under PSAB	
Solicitation No. - N° de l'invitation T8086-172450/B	Amendment No. - N° modif. 009
Client Reference No. - N° de référence du client T8086-172450	Date 2019-04-11
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-626-34856	
File No. - N° de dossier 626zm.T8086-172450	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2019-05-01	
Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Holden, Carole	Buyer Id - Id de l'acheteur 626zm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9217 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-2675
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 009

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n° 22

Est-ce que TC acceptera que dans le cadre des contrats cités en référence, les ressources fournies dans le cadre de la catégorie spécialiste de l'assurance de la qualité, niveau 3, soient équivalente aux ressources fournies dans la catégorie Testeur, niveau 3?

Réponse n° 22 :

Voir la modification n° 008 de la demande de soumissions, la modification n° 1, CTO 1, f).

Question n° 23

Puisque les clients utilisent des titres de postes différents afin d'obtenir des ressources pour fournir des services identiques ou semblables, l'État pourrait-il accepter des catégories de ressources identiques ou semblables à celles énumérées dans CTC1, lorsque des services identiques ou semblables sont démontrés par au moins 50 % des tâches énumérées dans l'annexe A de la demande de soumissions?

Réponse n° 23 : Voir la modification n° 008 de la demande de soumissions, la modification n° 1, CTO 1, e) et f).

Question n° 24

Concernant le critère CTO1, est-ce que l'État acceptera l'utilisation de catégories de ressources similaires si le soumissionnaire peut démontrer que ces ressources ont exécuté au moins 50 % des tâches énumérés dans l'Énoncé des travaux?

Réponse n° 24 :

Voir la modification n° 008 de la demande de soumissions, la modification n° 1, CTO 1, e) et f).

Question n° 25 Laissé intentionnellement vide

Question n° 26

Pour le CTO1, Expérience du soumissionnaire, on demande aux soumissionnaires de démontrer leur expérience à fournir les services de programmeurs/analystes (niveaux 2 ou 3) et de testeurs (niveau 3). Nous avons remarqué que la réponse n° 8 dans la modification n° 003 précise ce qui suit : « *Les contrats de référence de la part du gouvernement fédéral, d'autres niveaux de gouvernement comme les gouvernements provinciaux et municipaux, de l'extérieur du Canada, et du secteur privé sont acceptables dans la mesure où ils rencontrent tous les critères de CTO1* ». Puisque les contrats provinciaux ou municipaux et ceux du secteur privé n'ont pas des postes qui correspondent exactement à ceux de la présente demande de propositions, l'État acceptera-t-il les postes de programmeur-développeur de logiciels (niveaux 2 et 3) et de spécialiste en assurance de la qualité (niveau 3) comme des équivalents aux postes de programmeur/analyste (niveaux 2 et 3) et de testeur (niveau 3)?

Réponse n° 26 :

Voir la modification n° 008 de la demande de soumissions, la modification n° 1, CTO 1, e) et f).

Question n° 27

Source : CTO1 – Le critère technique obligatoire CTO1 exige que les soumissionnaires démontrent leur expérience à affecter les catégories de ressources citées à des contrats ayant une valeur initiale minimale de 2 000 000 \$, excluant les taxes et les modifications apportées. En limitant la valeur monétaire initiale à un minimum de 2 000 000 \$, les seuls contrats du gouvernement du Canada que les

soumissionnaires peuvent citer sont de gros contrats de palier 2 dont les catégories de ressources sont propres au volet soumissionné. Cela pénalise les soumissionnaires qui ont des contrats pour des SPICT de paliers 1 et 2. De plus, il est courant que même les contrats de palier 2 pour des SPICT aient une valeur initiale de 1 500 000 \$ ou moins, puis, que leur valeur augmente à 5 000 000 \$ dans le cadre des modifications contractuelles visant à exercer les périodes d'option. Selon le libellé actuel du critère CTO1, les soumissionnaires titulaires de ces contrats (d'une valeur initialement moins élevée) de palier 2 ne seraient pas en mesure de se qualifier dans le cadre de la présente demande de propositions.

Nous comprenons que Transports Canada exige que les soumissionnaires aient de l'expérience dans la gestion de gros contrats avec de multiples ressources, mais les limites créées par la valeur initiale de 2 000 000 \$ du contrat restreignent considérablement le nombre de soumissionnaires qui sont en mesure de répondre à cette demande de propositions. Pour permettre à davantage de soumissionnaires de répondre à la présente demande de propositions, est-ce que Transports Canada envisagerait de modifier le critère CTO1 pour permettre des contrats ayant une valeur initiale de 1 000 000 \$ CAN, les taxes applicables et les modifications exclues, pourvu que la valeur de tous les contrats cités en référence totalise 2 000 000 \$?

Réponse n° 27 : Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

Question n° 28

En ce qui concerne la question et réponse n° 15 de la modification n° 005, l'État a confirmé que « le soumissionnaire peut utiliser des catégories de ressources autres que celles indiquées dans le volet de la demande de propositions, en plus des catégories de ressources du volet, pour respecter le total cumulatif de 2000 jours facturables ».

Si on utilise les catégories de ressources autres que celles indiquées dans le volet spécifique, de quels renseignements l'État exige-t-il obtenir du soumissionnaire pour l'article i) dans le FORMULAIRE M1, puisqu'ils ne sont pas un renvoi pour les catégories de ressources de l'annexe A de la demande de soumissions?

Réponse n° 28

Pour les catégories de ressources à l'extérieur de l'énoncé de travail, fournissez le prénom et le nom de la ressource dans l'article i) dans le formulaire M1.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES.